

Gazette
officielle
DU
Québec

Partie

2

N° 20A

18 mai 2013

Lois et règlements

145^e année

Sommaire

Table des matières
Projets de règlement
Index

Dépôt légal – 1^{er} trimestre 1968
Bibliothèque nationale du Québec
© Éditeur officiel du Québec, 2013

Tous droits de traduction et d'adaptation, en totalité ou en partie, réservés pour tous pays.
Toute reproduction par procédé mécanique ou électronique, y compris la microreproduction,
est interdite sans l'autorisation écrite de l'Éditeur officiel du Québec.

AVIS AUX USAGERS

La *Gazette officielle du Québec* est le journal par lequel le gouvernement du Québec rend officielles ses décisions. Elle est publiée en deux éditions distinctes en vertu de la Loi sur le Centre de services partagés du Québec (chapitre C-8.1.1) et du Règlement sur la *Gazette officielle du Québec* (chapitre C-8.1.1, r. 1). La Partie 1, intitulée « Avis juridiques », est publiée au moins tous les samedis. Lorsque le samedi est un jour férié, l'Éditeur officiel du Québec est autorisé à la publier la veille ou le lundi suivant. La Partie 2 « Lois et règlements » et sa version anglaise Part 2 « Laws and Regulations » sont publiées au moins tous les mercredis. Lorsque le mercredi est un jour férié, l'Éditeur officiel du Québec est autorisé à la publier la veille ou le lendemain.

Partie 2 — LOIS ET RÈGLEMENTS

Internet

La version intégrale de la *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est disponible le mercredi à 0 h 01 dans Internet, à l'adresse suivante :

www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca

La *Gazette officielle du Québec* publiée sur le site internet est accessible gratuitement à tous.

Contenu

La Partie 2 contient :

- 1° les lois sanctionnées avant leur publication dans le recueil annuel des lois;
- 2° les proclamations des lois;
- 3° les règlements adoptés par le gouvernement, un ministre ou un groupe de ministres ainsi que les règlements des organismes gouvernementaux et des organismes parapublics visés par la Charte de la langue française (chapitre C-11) qui, pour entrer en vigueur, sont soumis à l'approbation du gouvernement, d'un ministre ou d'un groupe de ministres;
- 4° les décrets du gouvernement, les décisions du Conseil du trésor et les arrêtés ministériels dont la publication à la *Gazette officielle du Québec* est requise par la loi ou par le gouvernement;
- 5° les règlements et les règles adoptés par un organisme gouvernemental qui, pour entrer en vigueur, ne sont pas soumis à l'approbation du gouvernement, d'un ministre ou d'un groupe de ministres, mais dont la publication à la *Gazette officielle du Québec* est requise par la loi ou par le gouvernement;
- 6° les règles de pratique adoptées par les tribunaux judiciaires et quasi judiciaires;
- 7° les projets des textes mentionnés au paragraphe 3° dont la publication à la *Gazette officielle du Québec* est requise par la loi avant leur adoption ou leur approbation par le gouvernement.

Édition anglaise

À l'exception des décrets du gouvernement mentionnés au paragraphe 4°, lesquels sont publiés exclusivement en version française, l'édition anglaise de la *Gazette officielle du Québec* contient le texte anglais intégral des documents mentionnés plus haut.

Tarif *

- | | Version papier |
|--|---|
| 1. Abonnement annuel : | |
| Partie 1 « Avis juridiques » : | 475 \$ |
| Partie 2 « Lois et règlements » : | 649 \$ |
| Part 2 « Laws and Regulations » : | 649 \$ |
| 2. Acquisition d'un exemplaire imprimé de la <i>Gazette officielle du Québec</i> : | 10,15 \$. |
| 3. Publication d'un avis dans la Partie 1 : | 1,63 \$ la ligne agate. |
| 4. Publication d'un avis dans la Partie 2 : | 1,08 \$ la ligne agate. Un tarif minimum de 239 \$ est toutefois appliqué pour toute publication inférieure à 220 lignes agate. |

* **Les taxes ne sont pas comprises.**

Conditions générales

Les manuscrits doivent être reçus à la Division de la *Gazette officielle du Québec* **au plus tard à 11 h le lundi** précédant la semaine de publication. Les demandes reçues après ce délai sont publiées dans l'édition subséquente. Toute demande doit être accompagnée d'un manuscrit signé. De plus, chaque avis à paraître doit être accompagné de sa version électronique. Cette version doit être acheminée par courrier électronique à l'adresse suivante : gazette.officielle@csq.gouv.qc.ca

Pour toute demande de renseignements concernant la publication d'avis, veuillez communiquer avec :

Gazette officielle du Québec
1000, route de l'Église, bureau 500
Québec (Québec) G1V 3V9
Téléphone : 418 644-7794
Télécopieur : 418 644-7813
Internet : gazette.officielle@csq.gouv.qc.ca

Abonnements

Pour s'abonner à la version papier de la *Gazette officielle du Québec* veuillez communiquer avec le service à la clientèle.

Les Publications du Québec
Service à la clientèle – abonnements
1000, route de l'Église, bureau 500
Québec (Québec) G1V 3V9
Téléphone : 418 643-5150
Sans frais : 1 800 463-2100
Télécopieur : 418 643-6177
Sans frais : 1 800 561-3479

Toute réclamation doit nous être signalée dans les 20 jours suivant la date d'expédition.

Table des matières**Page**

Projets de règlement

Régimes complémentaires de retraite, Loi sur les... — Certains régimes de retraite de Papiers White Birch	1927A
--	-------

Projets de règlements

Projet de règlement

Loi sur les régimes complémentaires de retraite
(chapitre R-15.1)

Papiers White Birch — Certains régimes de retraite

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), que le projet de Règlement concernant certains régimes de retraite de Papiers White Birch, dont le texte paraît ci-dessous, pourra être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement a essentiellement pour objectif de soustraire le volet à prestations déterminées de certains nouveaux régimes de retraite de Papiers White Birch à l'application de dispositions de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (chapitre R-15.1) et de prescrire des règles particulières à leur égard. Ces règles particulières visent à permettre la mise en œuvre d'ententes conclues entre le nouvel employeur et les employés pendant que l'employeur partie aux régimes de retraite antérieurs était visé par une ordonnance rendue en vertu de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (Lois révisées du Canada (1985), chapitre C-36).

En vertu de l'article 12 de la Loi sur les règlements, ce règlement pourra être édicté dans un délai plus court que celui de 45 jours prévu à l'article 11 de cette loi.

Le gouvernement est d'avis que ce délai de publication plus court est justifié en raison de l'urgence due aux circonstances suivantes :

— chaque jour de délai supplémentaire a un impact financier immédiat pour les retraités qui attendent les effets de la bonification de leur rente prévue aux ententes conclues entre le nouvel employeur et les employés.

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à monsieur Patrick Provost, à la Régie des rentes du Québec, Place de la Cité, 2600, boulevard Laurier, Québec (Québec) G1V 4T3 (téléphone : 418 657-8714 poste 4484; télécopieur 418 659-8983; courriel : patrick.provost@rrq.gouv.qc.ca).

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration du délai de 30 jours

susmentionné, à monsieur Denys Jean, président-directeur général de la Régie des rentes du Québec, Place de la Cité, 2600, boulevard Laurier, 5^e étage, Québec (Québec) G1V 4T3. Ces commentaires seront communiqués par la Régie à la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, chargée de l'application de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite.

*La ministre de l'Emploi
et de la Solidarité sociale,*
AGNÈS MALTAIS

Règlement concernant certains régimes de retraite de Papiers White Birch

Loi sur les régimes complémentaires de retraite
(chapitre R-15.1, a. 2, 2^e et 3^e al.)

SECTION I VOLETS D'UN RÉGIME DE RETRAITE

1. Un régime de retraite mentionné à l'annexe A est composé de deux ou trois volets, soit un volet courant et un ou deux volets antérieurs.

Le passif du volet courant d'un régime de retraite correspond à la partie de son passif qui est relative aux engagements résultant de services effectués à compter de la date d'entrée en vigueur du régime.

Un volet antérieur d'un régime de retraite s'entend d'un volet dont le passif est relatif à des services reconnus par un régime de retraite terminé. Les régimes de retraite terminés sont mentionnés à l'annexe B.

Le régime de retraite auquel est attribué le numéro d'enregistrement 32198 comporte un seul volet antérieur.

Un régime de retraite auquel est attribué le numéro d'enregistrement 32197 ou 32199 comporte deux volets antérieurs. Le passif du volet antérieur dit « volet antérieur des retraités » est la partie du passif du régime qui se rapporte aux participants et bénéficiaires du régime à qui une rente était servie avant le 13 septembre 2012 par un régime de retraite terminé. Le passif du volet antérieur dit « volet antérieur des autres participants » correspond au reste du passif du régime relatif à des services reconnus par un régime de retraite terminé.

La caisse de retraite d'un régime de retraite est répartie en autant de comptes distincts que le régime comporte de volets.

2. À la date d'entrée en vigueur d'un régime de retraite mentionné à l'annexe A, l'actif d'un volet antérieur du régime correspond, pour la détermination de sa solvabilité et de sa capitalisation, à la valeur des sommes à être transférées à ce volet par suite de la terminaison d'un régime de retraite mentionné à l'annexe B.

3. Pour l'application de l'article 39, des chapitres X (Financement), X.1 (Affectation de l'excédent d'actif) et XII (Scission et fusion), de la section II du chapitre XI (Placements) et du chapitre XIII (Liquidation des droits des participants et des bénéficiaires) de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (chapitre R-15.1), le passif d'un volet d'un régime de retraite et le compte correspondant de la caisse de retraite sont considérés distinctement du passif de tout autre volet et du compte correspondant.

Toutefois, si un régime de retraite comporte un seul volet antérieur, l'excédent d'actif de celui-ci peut être affecté à l'acquittement des cotisations patronales du volet courant du régime.

SECTION II MESURES PARTICULIÈRES AUX VOLETS ANTÉRIEURS DES RÉGIMES 32197 ET 32199

4. Est soustraite à l'application du paragraphe 2^o de l'article 130 et des articles 132 et 216 de la Loi, la modification d'un régime de retraite octroyant des prestations dites « avantages supplémentaires liés à la retraite anticipée » à un participant d'un volet antérieur des autres participants d'un régime de retraite auquel est attribué le numéro d'enregistrement 32197 ou 32199, si les conditions suivantes sont satisfaites :

1^o au moment où sa période de travail continu se termine, le participant est âgé d'au moins 55 ans mais de moins de 65 ans;

2^o la période de travail continu du participant se termine au cours de l'année civile où la modification intervient ou au cours de l'année civile précédente;

3^o la période de travail continu du participant se termine avant la date de terminaison du régime;

4^o en cours d'existence du régime, il est prévu un financement par l'employeur d'un passif additionnel dont la valeur est établie sur base de solvabilité lors de toute évaluation actuarielle en posant l'hypothèse que les

avantages supplémentaires liés à la retraite anticipée sont octroyés à tout participant d'un volet antérieur des autres participants qui est âgé d'au moins 55 ans mais de moins de 65 ans;

5^o les avantages supplémentaires liés à la retraite anticipée sont décrits de façon détaillée dans le texte du régime de retraite qui accompagne la demande d'enregistrement du régime auprès de la Régie des rentes du Québec.

Les avantages supplémentaires prévus au présent article ne constituent pas des engagements supplémentaires au sens de l'article 128, du paragraphe 1^o de l'article 130, des articles 131 et 135 et du troisième alinéa de l'article 146.1 de la Loi.

5. Malgré l'article 3, l'excédent d'actif du volet antérieur des retraités peut être affecté à l'acquittement des cotisations patronales du volet antérieur des autres participants, et réciproquement.

L'excédent d'actif d'un volet antérieur peut être affecté à l'acquittement des cotisations patronales du volet courant du régime lorsque les deux volets antérieurs ont un excédent d'actif.

6. L'actif et le passif du volet antérieur des retraités et ceux du volet antérieur des autres participants ne peuvent être fusionnés en un seul volet qu'à la date d'une évaluation actuarielle montrant que l'un et l'autre sont solvables et capitalisés.

SECTION III RAPPORT RELATIF À L'ÉVALUATION ACTUARIELLE

7. Le rapport relatif à l'évaluation actuarielle d'un régime de retraite doit présenter séparément les renseignements relatifs à chaque volet.

8. En ce qui concerne un volet antérieur du régime de retraite, le rapport relatif à l'évaluation actuarielle doit contenir les renseignements et les déclarations de l'actuaire prévus à la section des normes de pratique de l'Institut canadien des actuaires à laquelle réfère l'article 4 du Règlement sur les régimes complémentaires de retraite (chapitre R-15.1, r. 6), ainsi que les renseignements prévus aux paragraphes 1 à 5 de cet article et aux articles 4.1 à 4.6 de ce règlement.

Pour ces fins, il est entendu que ces dispositions et normes s'appliquent à chaque volet antérieur du régime comme s'il s'agissait d'un régime de retraite distinct.

SECTION IV COMMUNICATIONS

9. La deuxième partie du relevé prévu à l'article 108 de la Loi doit mentionner que, tant que le régime demeure composé de volets distincts, le passif de chaque volet et le compte correspondant de la caisse de retraite sont considérés distinctement du passif et du compte de tout autre volet aux fins de l'acquittement de la part qui revient au conjoint.

10. Les renseignements que doivent contenir les relevés prévus aux articles 108, 112, 113 et 207.3 de la Loi sont établis pour chaque volet du régime de retraite comme s'il s'agissait de régimes de retraite distincts. Ces relevés doivent présenter séparément les renseignements relatifs à chacun de ces volets.

Ces relevés doivent également mentionner qu'aux fins de tout acquittement des droits des participants et des bénéficiaires du régime, tant que le régime demeure composé de volets distincts, le passif de chacun de ces volets et le compte correspondant de la caisse de retraite sont considérés distinctement du passif et du compte de tout autre volet.

Annexe A (art. 1)

Régimes de retraite

Numéro d'enregistrement attribué par la Régie des rentes du Québec	Nom probable du régime au moment de son enregistrement
32197	Régime complémentaire de retraite des employés syndiqués de la Société en Commandite de Papier Masson WB LP
32198	Régime complémentaire de retraite des employés syndiqués de la Société en Commandite Stadacona WB LP
32199	Régime complémentaire de retraite des employés syndiqués de la Société en Commandite FF Soucy WB LP

11. La Régie des rentes du Québec peut exiger d'un comité de retraite, d'un administrateur provisoire ou d'un employeur partie à un régime de retraite, aux conditions et dans les délais qu'elle fixe, tout document, renseignement ou rapport qu'elle estime nécessaire pour s'assurer du respect du présent règlement, notamment en ce qui a trait aux sommes à être transférées à chacun des volets antérieurs par suite de la terminaison d'un régime de retraite mentionné à l'annexe B.

SECTION V DISPOSITIONS DIVERSES

12. Le présent règlement n'a pas pour effet de créer, pour l'employeur partie aux régimes de retraite mentionnés à l'annexe A, des obligations à l'égard des régimes de retraite terminés mentionnés à l'annexe B.

13. Malgré le deuxième alinéa de l'article 118 de la Loi, toute évaluation actuarielle prévue au premier alinéa de cet article et qui concerne le volet antérieur d'un régime de retraite doit être complète.

14. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*. Toutefois, il a effet depuis le 13 septembre 2012.

Annexe B

(art. 1)

Régimes de retraite terminés

Numéro d'enregistrement auprès de la Régie des rentes du Québec	Nom du régime à la date de sa terminaison
24480	Régime de retraite des employés syndiqués de Stadacona
26552	Régime complémentaire de retraite des employés syndiqués d'usine de F.F. Soucy
30735	Régime complémentaire de retraite des employés syndiqués de bureau de F.F. Soucy
31765	Régime de retraite des employés syndiqués de PML
59574	

Index

Abréviations: **A**: Abrogé, **N**: Nouveau, **M**: Modifié

	Page	Commentaires
Papiers White Birch — Certains régimes de retraite (Loi sur les régimes complémentaires de retraite, chapitre R-15.1)	1927A	Projet
Régimes complémentaires de retraite, Loi sur les... — Papiers White Birch — Certains régimes de retraite (chapitre R-15.1)	1927A	Projet

